



STELLANTIS CTCY

Face aux canicules : un nécessaire coup de chaud sur nos luttes !

Les températures sont retombées, mais le dôme de chaleur précoce qui nous a fait suffoquer la semaine dernière ne sera pas qu'un lointain souvenir : nous ne sommes même pas encore au début de l'été et avec le changement climatique causé par le capitalisme, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent.

Pour le gouvernement, comme pour les patrons : circulez, travaillez, y'a rien à voir !

Alors que des records de température étaient atteints un peu partout sur le territoire, pour le gouvernement, il a été urgent... de ne rien faire. Dans les hôpitaux, totalement démunis face à la chaleur, les patients comme le personnel ont subi des températures invivables. Ce sont les soignants qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour ne pas mettre les malades en danger, utilisant comme toujours la seule ressource à leur disposition : le système D !

Écoles, collèges et lycées sont restés ouverts, entassant les élèves dans des salles de classe dépassant bien souvent les 30 °C. Les épreuves du bac professionnel ont été maintenues. Alors que le bâti scolaire est totalement inadapté pour faire face aux vagues de chaleur, la loi ne fixe aucun seuil maximal de température dans les salles de classe... comme dans le Code du travail. Le ministre de l'Éducation a pu tranquillement affirmer que les fermetures d'établissement devaient rester exceptionnelles. Car dans la société capitaliste, dont la priorité est l'exploitation, les gosses doivent être gardés, pour que les parents continuent à travailler, pendant que les patrons restent bien au frais dans leurs salons climatisés.

Pour Tabarot, ministre des Transports : « L'État n'est pas responsable de tout sur tous les sujets. Il y a les acteurs locaux aussi. » Farandou, ministre du Travail, a assuré faire confiance aux entreprises du BTP pour préserver la santé des ouvriers en période de forte chaleur... On devrait compter sur l'empathie des patrons qui nous exploitent toute l'année pour nous protéger ! Et c'est pour cela que chaque année, plus de 700 travailleurs meurent au

travail, notamment à cause de la chaleur, comme ce jeune couvreur de 19 ans, mort d'hyperthermie dans la Drôme la nuit de jeudi à vendredi dernier.

Pour nous protéger, à nous de réagir collectivement

De fait, cette semaine a été éprouvante : après des nuits tropicales, dans des appartements qui sont bien souvent des bouilloires thermiques en été, il a fallu prendre les transports étouffants et travailler comme si de rien n'était. Dans les transports en commun, rien n'impose aux sociétés exploitantes de prévoir une climatisation, et, du fait du manque de moyens d'entretien, elle est souvent hors service. Plus de 40 °C ont été relevés dans des TER, comme dans les cabines de conduite des bus. Trains et tramways sont tombés en panne. L'année dernière en juin, lors d'une vague de chaleur, des grèves et des droits de retrait avaient été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi eu des réactions. Par exemple un débrayage a éclaté au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler sous plus de 40 °C, alors que la clim' des bureaux des chefs renvoyait directement son air chaud... dans les ateliers des ouvriers !

Le capitalisme, avec son mode de production effréné et la pollution qu'il génère, détraque le climat. Il faudra le renverser pour que la planète reste vivable. En attendant, pas question d'en payer le prix par notre santé et même nos vies. Alors, à nous d'imposer ce qui est nécessaire : des pauses supplémentaires, de quoi nous rafraîchir, ou refuser de travailler lorsque cela nous met en danger. L'action collective, voilà bien le seul moyen de nous protéger !

Ne pas prendre des vessies pour des lanternes

La concurrence a toujours été LE prétexte fallacieux pour le patronat pour opposer les salariés les uns aux autres, fermer des usines, supprimer des emplois. Le secteur de l'automobile n'y échappe pas bien sûr, surtout ces dernières années où les constructeurs européens dont Stellantis vitupèrent contre « la menace Chinoise ».

En passant des accords avec Dongfeng et Leapmotor pour produire des véhicules dans ses usines européennes en France et en Espagne la direction de Stellantis démontre que c'est le moindre de ses soucis et qu'invoquer la concurrence n'est destiné qu'à ceux qui veulent y croire et pouvoir faire son business pendant ce temps-là. Continuera-t-elle maintenant à nous la servir encore à toutes les sauces pour justifier ses sales coups ? Elle peut toujours y croire !

Plan FaSTLane : voie de garage pour les salariés

60 milliards d'investissements annoncés d'ici 2030... mais surtout 6 milliards de réduction des coûts. Ce plan Filosa aura pour conséquence une aggravation de l'exploitation pour les travailleurs et une diminution du nombre des emplois !

Haro sur la production

Et ce sont les salariés des usines qui vont être pris en priorité pour cible : la direction a annoncé une baisse de production de 800.000 véhicules par an en Europe, soit plus que la production de toutes les usines françaises ! Aucune fermeture n'est annoncée officiellement bien sûr, mais ça ne l'empêchera pas de vider des sites, comme elle le fait avec Poissy.

Poker menteur

Mardi dernier Macron annonçait que la direction allait « investir plus d'un milliard d'euros » sur le site de Mulhouse pour produire « une nouvelle génération de véhicules électriques » à partir de 2029. L'information n'a jamais été confirmée par la direction, ni publiquement, ni en CSE. Elle est où l'embrouille ?

L'un voudrait se la jouer défenseur des emplois industriels ? Lui qui a passé deux mandats à subventionner les plans de licenciements. Les autres cherchent à faire monter les enchères pour continuer d'être arrosés de nos impôts ?

Quand c'est pas clair en tout cas, c'est rarement bon pour les salariés.

Michelin va (encore) dégonfler ses effectifs

Après avoir enclenché la fermeture de ses deux sites de production de Vannes et Cholet, Michelin annonce maintenant un « *plan de départs volontaires* » de 1500 salariés. Les prétextes invoqués par le PDG du groupe sont classiques : une fiscalité soi-disant défavorable, un trop fort « *coût du travail* », une « *hyper concurrence chinoise* ». Des raisons toutes aussi fallacieuses pour justifier que ce soient toujours les mêmes qui paient. Leur direction a beau promettre des mobilités internes ou des parcours individualisés à la reconversion, la réalité c'est que des travailleurs seront jetés à la porte.

+54 % chez les patrons, -12 % chez les salariés

Une étude de l'ONG Oxfam et la Confédération syndicale internationale, rapporte que depuis 2019, les revenus des 1 500 plus gros chefs d'entreprise dans le monde ont augmenté de 54 %, alors que ceux des travailleurs ont diminué de 12 %. Désormais, il faut à un salarié 490 années de travail pour gagner l'équivalent des revenus d'un PDG. Ne parlons même pas de ceux des actionnaires. Alors on s'y met quand pour inverser la tendance ?

Rien n'est trop beau pour l'armée

Le Sénat vient de proposer d'accentuer l'effort militaire en faveur des armées en votant en commission une enveloppe de 14 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2030, en plus des 36 milliards demandés par le gouvernement dans l'actualisation de la loi de programmation militaire. Le Sénat trouve insuffisant le projet de budget militaire adopté ces derniers jours par l'Assemblée nationale. Quant à donner un coup de pouce aux hôpitaux ou à l'Éducation nationale, les sénateurs ont oublié d'en parler.

Moins de trains, mais plus de Rafale

Pendant les fortes chaleurs, la SNCF a annoncé des suppressions de trains sur certaines lignes. Elle motive ces suppressions par le fait que « la conception ancienne des voitures Corail ne leur assure pas la même robustesse que celle des trains plus récents dans certaines conditions météorologiques ». Dans le même temps, les sénateurs proposaient une nouvelle rallonge du budget militaire, afin de le porter à 450 milliards d'euros d'ici 2030 pour commander plus de Rafale et de frégates...